

# **Contribution de IELO à la consultation publique sur le bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse des marchés accès fixe HD & THD.**

---

*Septembre 2022*

## **Réponse publique**

Contacts :

**Monsieur Fabrice Cousin**, Directeur Général Associé (fabrice.cousin@ielo.net)

**Monsieur Romain Guesdon**, Regulatory & External Infrastructures Manager  
(romain.guesdon@ielo.net)

**Madame Anaïs Carrette**, Responsable juridique (juris@ielo.net)

## PROPOSITION DE SYNTHESE DE LA CONTRIBUTION

IELO souhaite remercier l'Autorité de l'opportunité de pouvoir contribuer plus en amont dans le processus de révision des décisions d'analyse de marché, en particulier celui regardant l'accès fixe HD & THD.

En préambule à notre contribution, nous souhaitons vous apporter quelques données récentes sur IELO.

Né de la fusion entre les sociétés IELO et LIAZO en 2016, le groupe IELO se positionne comme un acteur clé dans le secteur des télécommunications en France. Ce rapprochement a permis d'unir les compétences des deux entreprises, de mettre en œuvre le déploiement en propre d'un réseau de fibre optique en France et d'accroître la capillarité de ses Points de Présence (PoP), démontrant ces dernières années son savoir-faire et son large potentiel.

En 2020, IELO a annoncé l'arrivée du fonds d'infrastructures européen DIF Capital Partners au sein de son capital afin de soutenir sa croissance et accélérer son développement sur l'ensemble du territoire français.

Revendiquant son statut d'opérateur neutre sur le marché dit de gros (« wholesale »), le groupe a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros et compte aujourd'hui plus de 300 collaborateurs et 250 clients partenaires actifs.

Sur un marché porté par les besoins croissants des entreprises, IELO a poursuivi son développement sur le territoire français avec près de 160 millions d'euros d'investissement prévu à 5 ans dont 90 millions d'euros engagés sur 2021 et 2022.

Le réseau fibre de IELO est un réseau optique urbain moderne et hautement qualitatif, déployé sur le territoire français selon des procédés maîtrisés et conçus en interne, marque de fabrique du groupe. Il s'articule autour de Boucles Locales Optiques Dédiées (BLOD) comprenant, à date, plus de 9 000 km de câbles optiques. Enfin, ces boucles locales sont reliées entre elles grâce à un nouveau réseau longue distance (Backbone) en propre de plus de 10 000 km.

Ce réseau est désormais présent dans plus de 120 agglomérations et 3 000 communes en France. Cette infrastructure est conçue, déployée et maintenue par les équipes IELO réparties sur 12 Centres Techniques Régionaux.

Nous tenons à saluer l'effort d'analyse et de synthèse de l'Autorité qui sur le marché de masse semble refléter fidèlement la réalité. En revanche, sur le marché « entreprises » et en particulier les accès fixes, nous ne pouvons que partiellement souscrire à ce même niveau de satisfaction.

Pour contribuer à la résolution efficace des dysfonctionnements relevés sur le marché entreprises depuis maintenant plusieurs cycles, la réflexion menée par l'Autorité à ce stade gagnerait à être amendée sur la base des axes suivants.

- **S’agissant de l’analyse des marchés de détail et de gros :**
  1. **Tirer les véritables leçons de la persistance au fil des cycles des profonds dysfonctionnements du marché entreprises :** des offres de gros au rabais et dont les modalités, notamment contractuelles, reviennent à vider de leur substance les décisions d’analyse des marchés. **La situation sur la prédominance du cuivre devrait alerter, ce n’est pas la cause du dysfonctionnement du marché, mais la réponse des clients finals face à l’inadéquation des offres fibre à leurs besoins.**
  2. **Analyser les réelles causes du pouvoir de marché dominant d’Orange sur le très haut débit :** Orange a hérité de la seule infrastructure de génie civil actionnable au niveau national pour répondre à l’objectif assigné aux opérateurs par les pouvoirs publics et l’ARCEP, la concurrence par les infrastructures. Or dans la pratique, Orange n’est nullement incitée à faire ses meilleurs efforts pour proposer un accès réellement efficient. **Durant le dernier cycle, les conditions se sont même dégradées puisque les opérateurs entreprises ont perdu en autonomie** dans l’utilisation des offres de gros Orange génie civil pour leurs déploiements, nous pouvons penser en particulier aux adaptations réalisées pour sécuriser les chambres sans que les opérateurs ne puissent accéder aux mêmes process qu’Orange pour ses propres besoins. L’externalisation par Orange chez les opérateurs clients de la remise à niveau de la base documentaire fait également peser une contrainte difficilement supportable pour les opérateurs. Or au fil de ses analyses, l’Autorité persiste à occulter ces paramètres essentiels pour appréhender au mieux les différents enjeux, surtout dans une perspective où Orange se positionne désormais sur la reprise de l’exploitation de RIP.
  3. **Lister sans faux semblants les points handicapants des offres actuelles, sans se limiter au seul opérateur Orange :** les autres détenteurs d’infrastructures d’accueil sont désormais des compléments indispensables, par exemple pour répondre aux obligations de complétude résultant de marchés publics pour lesquels le génie civil des collectivités est nécessaire pour raccorder des sites. Or en pratique leurs modalités opérationnelles et tarifaires restent dissuasives faute de véritable encadrements.
- **S’agissant des enjeux :**
  1. **S’assurer que les déclinaisons opérationnelles des offres de gros ne vident pas de leur substance les décisions d’analyse de marché :** régulièrement **les opérateurs sont confrontés à une profonde asymétrie contractuelle au bénéfice de l’opérateur tenu de proposer un accès à son réseau ou infrastructures**, dont les contrats sont quasi-exclusivement des contrats d’adhésion. Ce déséquilibre significatif dans les droits et obligations des parties contribue à pénaliser les opérateurs et peut limiter considérablement leurs déploiements.
  2. **Mieux traiter la problématique des offres de gros proposées par des acteurs autres qu’Orange**, s’agissant en particulier des RIP dont l’exploitant peut être une filiale... d’Orange, mais échappant aux obligations d’analyse de marché qui ne visent qu’Orange

stricto sensu. En particulier, on peut raisonnablement se poser la question d'une **régulation symétrique de l'ensemble des gestionnaires d'infrastructures d'accueil**, collectivités locales comprises. Régulièrement IELO est confronté à des refus discriminatoires, que ce soit pour des droits de passage ou des accès à des infrastructures d'accueil existantes, les collectivités ou groupements concernées invitant à se reporter sur des mises à disposition de fibre nue ou éclairée, dont les caractéristiques ne répondent que partiellement aux besoins de IELO.

- **S'agissant des perspectives :**

1. **Il est indispensable que l'extinction du cuivre ne se traduise pas par une dégradation de l'intensité concurrentielle et du choix pour un opérateur des offres de gros :** en particulier, le maintien de véritables solutions FttO efficaces, qui ne sauraient se limiter à un accès CELAN produit par Orange ou un accès activé produit par le RIP, est une condition *sine qua non* pour l'attribution du label Zone Fibrée. La régulation de l'accès au génie civil d'Orange et aux infrastructures d'accueil d'acteurs tiers doit rester forte sur l'ensemble des zones pour garantir aux opérateurs qu'ils pourront continuer à déployer de la BLOD.
2. **Mieux agencer les alternatives de production pour les opérateurs :** s'il importe de ménager un espace économique suffisant pour inciter au déploiement d'infrastructures propres, encore faut-il s'assurer de toute absence de discrimination, surtout dans un contexte où Orange se positionne sur la reprise de l'exploitation des RIPs. L'offre de référence d'Orange pour le génie civil doit être unique, et il n'est plus acceptable plus de 10 ans après l'ouverture du génie civil de devoir continuer à empiler des contrats différents (par exemple LGC ZAC). Dans la mesure où le prochain cycle sera celui où le réseau fibre sera le réseau d'accès de référence, sur lequel seront reportés les coûts pertinents de génie civil, **il est nécessaire de délivrer une visibilité suffisante aux opérateurs s'agissant de l'évolution des tarifs d'accès au génie civil**, à l'instar de ce qui a prévalu du temps du cuivre avec l'encadrement tarifaire des offres de gros sous forme de price-cap s'étalant sur plusieurs années.
3. **Enfin, et surtout, traiter efficacement le sujet de l'accès aux infrastructures d'accueil.** Celles d'Orange en premier lieu (hébergement compris), en veillant à ce que les opérateurs puissent continuer de déployer en autonomie dans les mêmes conditions qu'Orange pour ses propres besoins. Mais aussi celles des acteurs autres qu'Orange, notamment les collectivités, gestionnaires d'infrastructures tierces (zones aéroportuaires, parcs d'activités et d'expositions, appuis aériens du réseau d'électricité...).

## PROPOS DÉTAILLE (le cas échéant)

### SITUATION SUR LES MARCHÉS DE DÉTAIL ET DE GROS DU HAUT ET DU TRÈS HAUT DÉBIT FIXE

#### PARTIE II – Situation sur les différents segments du marché de gros HD/THD

**L'accès effectif au génie civil est une question cruciale.** A tout le génie civil. Donc pas uniquement celui d'Orange, mais également des autres détenteurs, au premier rang desquels Enedis pour les déploiements aériens, ainsi que le génie civil des collectivités locales qui est un facteur clé de succès pour la desserte des entreprises et acteurs publics.

**Aux yeux de IELO, au regard des trop nombreuses situations de blocage qui sont régulièrement remontées à l'Autorité par les opérateurs (refus de permission de voirie de la part des collectivités locales, refus d'accès à des infrastructures de génie civil de la part de gestionnaires de zones aéroportuaires ou commerciales, sociétés d'autoroutes, sociétés ferroviaires...) sans aucune réponse des services de l'Autorité, il est désormais plus que jamais nécessaire d'inclure dans le périmètre de la régulation ex-ante l'ensemble des gestionnaires d'infrastructures d'accueil. (en écho à question II 1)**

Il importe également de remédier à la problématique des atypiques (accès temporaires, desservant des équipements situés en voirie ou non désignés par une adresse cadastrale...) ainsi que les accès en échec de raccordement, s'agissant de locaux déclarés comme non éligibles : la notion de "raccordement à la demande" doit être possible sur tous les locaux avec restitution de l'accès à l'OI. Le financement des accès « raccordables sur demande » mérite d'être amélioré. (en écho aux questions II 3 et II 4)

**La problématique de la qualité de service des accès produits en FttE (qui reposent sur du FttH) implique de maintenir plus que jamais la disponibilité efficiente d'offres de gros FttO. (en écho à question II 5)**

## ENJEUX POUR LE PROCHAIN CYCLE DE RÉGULATION

En liaison avec les réponses aux questions II4, II5 et II7, IELO estime que les enjeux identifiés par l'Autorité sur le marché entreprises ne prennent pas en compte l'intégralité des problématiques auxquels sont confrontés les opérateurs, et pour certaines depuis plusieurs cycles sans franche amélioration de la situation.

1. une absence d'offres de gros répondant aux attentes des opérateurs pour leur permettre de satisfaire les besoins de leurs clients situés en dehors des zones d'emprise propres, ainsi que pour les configurations atypiques. Les choix d'architecture pour le FTTE (imposant de passer par des PM très vulnérables) pouvant dissuader les prospects du marché entreprises et collectivités, il apparaît crucial de maintenir l'obligation d'une offre de gros FttO réellement efficiente dans laquelle les opérateurs peuvent travailler en autonomie
2. une qualité de service encore largement perfectible, s'agissant notamment des problématiques d'adressage, de prise de commande, de production et SAV.
3. des difficultés opérationnelles persistantes pour l'accès effectif au génie civil exploité par Orange dans des conditions comparables à celles que s'applique Orange pour ses propres besoins (s'agissant notamment des raccordements complexes, accès aux chambres sécurisées)
4. l'absence d'homogénéité des catalogues de services / tarifaires d'un RIP à l'autre ainsi que la remise en cause des contrats existants en cas de reprise de l'exploitation d'un RIP.
5. l'absence de prise en compte des acteurs tiers en matière d'infrastructures d'accueil (Enedis, ferroviaire, collectivités locales...)

**(en écho aux questions III 1 & 2)**

D'une manière générale, le sujet de la résilience des réseaux fibre ne pourra être efficacement traité qu'en associant l'ensemble des parties prenantes. Si les opérateurs d'infrastructures constituent une part essentielle du dispositif, il est indispensable d'intégrer dans le périmètre des réflexions les collectivités locales (par exemple en les sensibilisant sur l'impérieuse nécessité de disposer de permissions de voiries non discriminatoires s'agissant des travaux de déploiement et de maintenance), les forces de l'ordre (dont le manque de moyens ne leur permettent pas de sécuriser efficacement la centaine de milliers de points de vulnérabilités découlant de l'architecture imposée par l'Autorité) ainsi que les gestionnaires fonciers. **(en écho à question A 1 2)**

La qualité de service renforcée sur les offres proposée en FttE reste un vœu pieux au regard de l'état des infrastructures FttH dans notre pays. La conférence annuelle "Territoires Connectés" organisée par l'Autorité et qui a eu lieu le 22 septembre dernier a illustré le profond décalage entre la perception du sujet par les services de l'Autorité et le très fort mécontentement des élus locaux qui chaque jour sont assaillis de réclamations de la part de leurs administrés et entreprises présentes sur leur territoire.

Tant que la qualité ne sera pas au rendez-vous, les offres à destination de la clientèle non résidentielle construites sur des accès FttH ne seront pas de nature à répondre durablement aux attentes des clients finals qui ont besoin de robustesse et résilience.

**C'est pourquoi il apparaît indispensable pour IELO de maintenir une forte obligation de proposer une offre de gros FttO réellement efficiente. (en écho à question C 3 1)**

Pour les zones non encore fibrées, c'est la double peine. Pas de fibre, et des tarifs susceptibles d'exploser, pouvant entraîner des délocalisations dans les communes voisines bénéficiant de la fibre. C'est pourquoi il semble indispensable à IELO d'exclure les communes non encore totalement fibrées du dispositif envisagé consistant à augmenter les tarifs des supports cuivre afin d'inciter à la migration vers les accès fibre optique. Un tel dispositif n'est légitime que dans les zones totalement fibrées. **(en écho à question C 5 1)**

L'offre iBlo fonctionne dans ses grandes lignes à l'exception notable de la phase documentaire (aussi bien en éligibilité qu'en fin de travaux). La remise de DFT reste un processus inutilement complexe dès la montée en charge des déploiements et revenant en pratique pour Orange à externaliser la mise à niveau de son fonds documentaire sur ses propres clients. Se pose également la question du maintien d'offres historiques de type LGC ZAC qui n'ont plus de sens à l'heure d'une offre unique iBLO. **(en écho aux questions D 1 1 et D 1 8)**

S'agissant des besoins spécifiques, IELO tient à relever qu'Orange Events est très souvent en mesure d'utiliser les installations de façon spécifique comme par exemple, pour souder des chambres en prévision d'un événement majeur afin d'éviter toute dégradation. Cette prestation n'existe pas dans l'offre de référence et semble avoir été mise en œuvre récemment par Orange et Orange Events pour un événement majeur à venir : IELO s'interroge donc doublement sur ces dérogations irréplicables en sus d'un réel handicap pour la concurrence qui va s'en retrouver totalement entravée au moment de ses déploiements sur certains parcours, pour peu que l'information se retrouve dans les PIT à jour.

Par ailleurs, IELO estime que l'accès aux informations liées au génie civil de tiers gagnerait à être amélioré, notamment d'un point de vue opérationnel et tarifaire. Ces informations devraient être publiées dans l'ensemble des PIT, et illustre une nouvelle fois la pertinence de prévoir une régulation symétrique de l'ensemble des gestionnaires d'infrastructures d'accueil (**en écho à question D 1 2**)

IELO est très régulièrement confrontée à des refus répétés d'accès aux infrastructures d'accueil des collectivités territoriales ainsi que de leurs groupements, qui souvent profitent de l'absence d'encadrement de la part de l'Autorité, pourtant compétente pour la régulation des infrastructures d'accueil, pour instaurer des modalités opérationnelles permettant de s'affranchir des plafonds tarifaires définis par la loi.

Sur des zones bien précises, comme par exemple les parcs d'activité et les ZAC, le génie civil de la collectivité reste le point de passage obligé pour répondre aux besoins de connectivité FttO de clients finals. Or IELO doit très régulièrement faire face à des refus d'accès discriminatoires, les collectivités concernées ayant autorisé Orange ainsi que le RIP à déployer, et renvoyant vers le RIP pour des offres de mises à disposition de fibre dans un câble que IELO ne pourra maintenir en cas de dysfonctionnement ou dégradation. Cette limitation d'autant plus infondée qu'elle est arbitraire et discriminatoire peut empêcher IELO et ses clients de participer à des marchés publics exigeant de la complétude en déploiement propre. En outre, une attention particulière doit être portée aux modalités opérationnelles et tarifaires proposées par les Autorités Organisatrices pour la Distribution d'Energie (AODE) pour l'accès à leurs appuis aériens : en particulier des mesures d'accompagnement doivent être mises en œuvre au titre du prochain cycle d'analyse pour réduire l'exposition à l'arbitraire de la part des plus petites AODE qui par manque de moyens refusent de façon injustifiée les demandes de déploiement. Pour toutes ces raisons, IELO estime indispensable dans le cadre du prochain cycle d'analyse de marchés de faire évoluer le périmètre de la régulation en passant, comme l'Autorité l'a fait pour les opérateurs d'immeubles FttH, à une régulation symétrique de l'ensemble des gestionnaires d'infrastructures d'accueil (**en écho à question D 1 9**).